

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 septembre 2009
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques****Quinzième session**

Genève, 9-12 novembre 2009

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Questions découlant des travaux menés depuis la quatorzième session

**Plan de renforcement des capacités stratégique et intégré du
CEFACT-ONU axé sur les besoins des pays en transition****Note du Bureau du CEFACT-ONU et du secrétariat¹***Résumé*

À sa 29^e séance, tenue le 27 février 2009, le Comité exécutif a adopté ses recommandations relatives au Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) (voir document ECE/EX/4). Une de ces recommandations a été d'élaborer un plan de renforcement des capacités stratégique et intégré, en collaboration avec le secrétariat, qui soit axé sur l'utilisation et la mise en œuvre des instruments du CEFACT-ONU, et d'engager des actions de soutien en accordant une attention particulière aux besoins des pays en transition. Le secrétariat devrait jouer un rôle majeur dans l'application de ce plan et dans l'exécution des activités de renforcement des capacités pertinentes. Le Comité exécutif a invité le CEFACT-ONU, avec la participation active du secrétariat et des membres du Comité intéressés, à élaborer ce plan d'action stratégique en juin 2009 au plus tard.

Durant l'élaboration du plan, des réunions informelles ont eu lieu avec divers membres du Comité exécutif pour connaître leur avis à ce sujet. Concernant les préparatifs des travaux ultérieurs, ce plan-cadre prévoit d'utiliser les ressources disponibles, qui pourraient également être complétées par des fonds extrabudgétaires. La version initiale du présent document a été examinée par le Comité exécutif lors de sa réunion du 13 juillet 2009. La présente version tient compte des observations reçues et des conclusions du Président.

¹ Le présent document a été soumis au secrétariat après le délai fixé pour son traitement par les services de traduction.

Introduction et contexte

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) élabore un large éventail de recommandations, normes et spécifications techniques visant à simplifier et harmoniser les processus, procédures et flux d'informations commerciaux dans le cadre du commerce national et international.

2. En février 2009, le Comité exécutif de la CEE a invité le CEFACT-ONU à élaborer pour juin 2009 au plus tard, et en collaboration avec le secrétariat, «un plan de renforcement des capacités stratégique et intégré qui soit axé sur l'utilisation et la mise en œuvre des instruments du CEFACT-ONU, et à engager des actions de soutien en accordant une attention particulière aux besoins des pays en transition. Le secrétariat devrait jouer un rôle majeur dans l'application de ce plan et dans l'exécution des activités de renforcement des capacités pertinentes»².

3. Le CEFACT-ONU a présenté la version initiale du présent rapport au Comité exécutif à sa réunion du 13 juillet.

4. Suite à un échange de vues, les conclusions du Président du Comité exécutif ont été les suivantes:

«a) Le Comité exécutif a remercié le Bureau du CEFACT-ONU et le secrétariat pour leurs rapports et leurs déclarations. Il a salué les progrès accomplis dans l'application des recommandations du Comité exécutif. Il a souligné en outre l'importance de la coopération du CEFACT-ONU avec d'autres organisations compétentes et la nécessité d'éviter les chevauchements et les doublons;

b) Le Comité exécutif a pris acte des rôles et responsabilités respectifs du CEFACT-ONU et du secrétariat, le premier disposant de compétences dans l'élaboration de normes concernant la facilitation du commerce et les transactions électroniques, et le second dans la conception et la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités. Il a donc demandé que les observations du secrétariat soient prises en considération lorsqu'il s'agira de réviser les deux plans d'action stratégiques à soumettre à la Plénière du CEFACT-ONU en novembre, et notamment d'opérer une distinction nette entre les rôles du secrétariat de la CEE et du CEFACT-ONU.».

5. La présente version du document a été établie par le secrétariat et le Bureau pour donner suite aux conclusions du Président du Comité exécutif. Lors de sa soumission à la Plénière, le secrétariat et le Bureau continuaient à se concerter en vue d'opérer des distinctions concrètes entre leurs rôles et responsabilités respectifs.

I. Planification intégrée et diligence raisonnable

6. La mise en œuvre effective de la stratégie du CEFACT-ONU implique une collaboration étroite entre les membres du Bureau, le secrétariat, les délégations nationales et leurs experts, ainsi que d'autres intervenants, en ce qui concerne leurs activités et leurs compétences, en vue d'exécuter le plan avec succès, avec la diligence voulue concernant un certain nombre de facteurs, et surtout de favoriser la coordination et, dans la mesure du possible, d'éviter les doubles emplois. En particulier, ces efforts pourraient bénéficier, par exemple, d'une coordination étroite avec d'autres comités, d'autres secrétariats et leurs conseillers appuyant les différentes divisions de la CEE, d'autres commissions régionales des Nations Unies, et les organisations internationales (par exemple, l'Organisation

² ECE/EX/4.

mondiale des douanes, la Banque mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation mondiale du commerce et le Programme des Nations Unies pour le développement). Surtout, ces activités seront organisées avec la participation des États membres souhaitant en savoir davantage sur l'utilisation des instruments de facilitation du commerce du CEFACT-ONU ainsi que des États membres susceptibles de contribuer au renforcement des capacités par leurs connaissances et leurs données d'expérience.

7. La planification, la gestion et le suivi attentifs d'autres activités étroitement liées seront essentiels pour assurer le succès global de la stratégie proposée. En conséquence, dans la division du travail envisagée, le secrétariat collaborera étroitement avec le Bureau et devrait jouer un rôle clef dans l'exécution du plan et la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités pertinentes. En outre, en ce qui concerne les questions impliquant l'utilisation de fonds extrabudgétaires et visant à appuyer les évolutions liées au CEFACT-ONU, le secrétariat suivra les règles et procédures établies de l'ONU et tiendra le Bureau informé.

II. Renforcement des compétences

8. Le plan proposé de renforcement des capacités stratégique et intégré est destiné à dispenser des compétences essentielles à l'appui des instruments de facilitation du commerce du CEFACT-ONU en:

- a) Sensibilisant les intéressés;
- b) Élargissant leurs connaissances;
- c) Préparant les prochaines étapes.

9. Dans le premier cas, on présentera aux personnes impliquées dans les questions de politique nationale, aux décideurs, hauts fonctionnaires, gestionnaires, administrateurs et experts les principes et les avantages de la facilitation du commerce du point de vue des instruments du CEFACT-ONU (par exemple, les recommandations et les normes), qui intègrent les bonnes pratiques et l'utilisation de la technologie généralement utilisée, par exemple pour les administrations nationales, le commerce et les transports. Une liste de référence récapitulative de ces instruments peut être consultée sur le site Web du CEFACT-ONU³.

10. La présentation d'exemples sera utilisée pour contribuer à motiver les activités de sensibilisation. De manière plus importante, ces actions peuvent se fonder sur des matériaux existants ou dont on envisage la conception dans le cadre d'une stratégie de communication du CEFACT-ONU, ce qui, plus généralement, implique l'utilisation du site Web du CEFACT-ONU⁴. Cela permettra d'accéder facilement à un large éventail d'informations et d'outils, et de mettre à la disposition du public des documents et brochures non techniques dans les langues de la CEE.

11. La deuxième étape implique le transfert concret de connaissances précises, constituant clairement le noyau du renforcement des capacités, et d'informations plus détaillées sur les recommandations et les normes du CEFACT-ONU. Il s'agit de répondre aux besoins des personnes nécessitant une introduction aux principes pratiques et techniques. On trouvera de plus amples détails à ce sujet dans la section V ci-dessous.

³ www.unece.org/cefact/cf_plenary/plenary06/trd_cf_06_10e.pdf.

⁴ www.uncefact.org.

12. Enfin, l'étape essentielle est de bien se renseigner sur la façon de se préparer aux activités d'assistance technique, en particulier, aux projets liés à la facilitation du commerce. Cela implique notamment de faire usage des connaissances diffusées à propos des instruments de facilitation du commerce du CEFACT-ONU et de se concentrer ensuite sur les moyens de collaborer avec les partenaires, à l'intérieur et en dehors des frontières nationales, afin d'améliorer les procédures et systèmes existants. La plupart des mesures dans ce sens nécessiteront d'élaborer des projets et des propositions, et de recenser les sources nationales, les organismes et les donateurs internationaux susceptibles de soutenir financièrement le développement et la mise en œuvre de divers aspects de la facilitation du commerce, que l'on envisagerait d'élaborer à l'aide des instruments du CEFACT-ONU.

13. Dans les grandes lignes, la stratégie proposée se fonde sur la communication, les compétences et la collaboration, qui conduisent à une action concertée dans le domaine de la facilitation du commerce. Si elle est bien suivie, la stratégie de renforcement des capacités permettra également d'encourager la participation des experts des États membres aux travaux en cours du CEFACT-ONU visant à améliorer et renforcer ses recommandations et ses normes destinées aux pays et aux intervenants qui ne sont pas associés activement à ces évolutions, par exemple les pays en transition.

III. Conditions préalables pour poursuivre la stratégie

14. Les conditions préalables nécessaires, sur le plan de l'organisation, au lancement de la stratégie proposée de renforcement des capacités sont prévues dans le programme de travail du CEFACT-ONU approuvé pour 2010-2011. Dans le domaine du renforcement des capacités, le CEFACT-ONU collaborera avec les gouvernements, en particulier de la région de la CEE, afin d'établir des directives à l'intention des utilisateurs pour l'application des normes du CEFACT-ONU⁵.

15. En outre, en 2008, la Plénière a décidé que le CEFACT-ONU devrait coopérer avec d'autres organisations internationales pour aider les pays à appliquer les normes et instruments du CEFACT-ONU et, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, devrait élaborer des matériels, ateliers et outils de formation pour appuyer la mise en application des normes et instruments du CEFACT-ONU, en particulier dans les pays en transition.

16. Le plan de renforcement des capacités appuiera le programme de travail du CEFACT-ONU pour la période 2010-2011⁶, en particulier l'Activité 1.4 (Réduire l'écart qui existe entre les documents commerciaux sur support papier et ceux sur support électronique), et les Activités 2.1 et 2.2 (Appuyer la diffusion d'information sur les instruments du CEFACT-ONU dans le cadre de l'OMC et pour les échanges transfrontières), l'Activité 3.1 (Mettre le savoir-faire concernant les instruments du CEFACT-ONU à la disposition des pays en transition, ainsi que des pays en développement et des pays les moins avancés) et la mise au point de matériel et d'outils de formation pour appuyer la mise en application des normes et des instruments du CEFACT-ONU dans les pays, activités inscrites au programme de travail à la session annuelle de 2008⁷.

⁵ ECE/TRADE/C/CEFACT/2008/16.

⁶ ECE/TRADE/C/CEFACT/2008/16.

⁷ ECE/TRADE/C/CEFACT/2008/40 (par. 48 c)).

IV. Approches nationale et régionale de l'application de la stratégie

17. Le renforcement des capacités devrait être considéré comme un processus itératif intégré, à moyen ou à long terme. En particulier, l'aptitude à élaborer et dispenser efficacement des activités de renforcement des capacités utiles dans des contextes nationaux et régionaux spécifiques nécessite de comprendre deux dimensions importantes de cette question:

- a) L'évaluation des besoins;
- b) L'identification des stratégies nationales et régionales de facilitation du commerce.

18. Au sein des Nations Unies, les évaluations des besoins et les projets d'application sont réalisés à la demande des pays bénéficiaires et avec leur coopération. Dans les domaines d'activité couverts par le CEFACT-ONU, ces évaluations sont actuellement réalisées par les commissions régionales de l'ONU, la Banque mondiale, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le programme Aide pour le commerce, d'autres donateurs internationaux et bilatéraux, et, dans une moindre mesure, dans le cadre des auto-évaluations nationales des ateliers sur la facilitation du commerce de l'Organisation mondiale du commerce.

19. Les évaluations fournissent des informations permettant de déterminer comment certains instruments du CEFACT-ONU peuvent apporter un appui à des programmes spécifiques de renforcement des capacités visant à répondre aux besoins nationaux des États membres, par exemple, dans les domaines suivants:

- a) Élaboration d'une stratégie nationale (ou régionale) de facilitation du commerce;
- b) Élaboration d'une stratégie pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures de facilitation du commerce étroitement liées;
- c) Mise en œuvre de mesures spécifiques de facilitation du commerce.

V. Élaboration de modules et de programmes de renforcement des capacités

20. La conception modulaire de l'information et les programmes de renforcement des capacités concernant les principaux instruments du CEFACT-ONU constituent le cœur de la stratégie de renforcement des capacités, qui vise à appuyer les approches nationales et régionales décrites ci-dessus. Ceux-ci aideront les pays à mieux comprendre comment utiliser les instruments du CEFACT-ONU et comment faire contribuer les experts à leur amélioration. Les outils connexes qui permettent de découvrir les instruments du CEFACT-ONU par l'intermédiaire des méthodes accessibles sur le Web sont également essentiels pour la création d'un cadre unique et «univoque» pour le renforcement des capacités au niveau mondial.

21. La compétence principale du CEFACT-ONU consiste à élaborer et proposer des solutions, des normes et des recommandations techniques spécifiques pour répondre aux besoins des pays en matière de simplification, de normalisation et d'harmonisation des processus et des procédures commerciales et des flux d'information qui s'y rapportent. Par ailleurs, les normes, recommandations et outils du CEFACT-ONU sont génériques sur le plan de leur utilisation, en ce sens qu'ils peuvent être utilisés par des entreprises, des

commerçants et des administrations, notamment des petites et moyennes entreprises, des pays développés, en développement et en transition.

22. Un cadre intégré ayant pour objet d'expliquer comment les outils du CEFACT-ONU contribuent à faciliter le commerce sera bientôt disponible. Il s'agit du guide pratique relatif à la facilitation du commerce du CEFACT-ONU. En s'efforçant de mettre au jour les besoins d'aide aux niveaux national et régional, le guide devrait aider les pays à élaborer des stratégies nationales de facilitation du commerce, généralement à la suite d'une évaluation des besoins, ou dans le cadre de celle-ci.

23. Le guide couvre les scénarios les plus fréquents de planification et de mise en œuvre des activités de facilitation du commerce; et il est complété par une série d'études de cas, un manuel établi dans le cadre d'un atelier, un DVD, des liens avec un site Web et une série de manifestations contribuant au renforcement des capacités. Il devrait être achevé au début de 2010.

24. En outre, les modules de renforcement des capacités seront élaborés de façon à couvrir un large éventail de thèmes précis afin de répondre aux besoins des États membres et des autres parties prenantes. En 2008, le CEFACT-ONU a organisé une enquête sur les priorités des pays auprès des chefs de délégation du CEFACT-ONU⁸. Les résultats ont montré que les parties prenantes ont besoin d'une série de normes ouvertes et interopérables aux niveaux national et mondial. Les pays ont besoin d'une approche systémique pour recenser et hiérarchiser leurs besoins en matière de facilitation du commerce et simplifier et harmoniser les processus et les procédures commerciaux nécessaires. Ils ont également besoin de normes techniques permettant de faire la distinction entre le contenu des informations commerciales (données) et l'application technique (syntaxe) utilisée pour leur transmission, ce qui permet de choisir entre différentes normes d'échange de données (telles que XML⁹ ou EDIFACT/ONU¹⁰).

25. En conséquence, parmi les principaux domaines techniques couverts par les modules de renforcement des capacités, on peut citer notamment:

A. EDIFACT/ONU

26. Des études récentes confirment le rôle majeur de l'EDIFACT/ONU dans l'échange électronique de données¹¹. La technologie EDIFACT/ONU est stable, acceptée mondialement et a été appliquée avec succès à plusieurs reprises dans les pays en développement. Les modules porteront sur la mise au jour des directives existantes concernant l'application des messages et sur l'élaboration de nouveaux guides d'application des messages pour les domaines clefs de la chaîne d'approvisionnement internationale dans les pays en transition, tels que les douanes, le transit et les transports.

⁸ ECE/TRADE/C/CEFACT/2008/40, annexe I.

⁹ Langage de balisage extensible.

¹⁰ Échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport.

¹¹ Par exemple, l'étude de GS1 sur «les normes de communication électronique au sein de la communauté GS1», http://www.gs1.org/docs/ecom/eCom_Standards_in_the_GS1_Community_2008.pdf fait apparaître une augmentation sensible et continue de l'application de EANCOM dans le monde. EANCOM est une des normes de l'EDIFACT/ONU.

B. Bibliothèque des éléments de base

27. Les éléments de base sont les normes principales du CEFACT-ONU utilisées pour décrire et harmoniser les données, en particulier avec les nouvelles technologies Internet. Le CEFACT-ONU publie actuellement sa Bibliothèque des éléments de base (CCL) deux fois par an sous forme de tableau. On envisage également des projets visant à améliorer cette bibliothèque en vue d'en faire un dictionnaire unique concernant la facilitation du commerce, par exemple en harmonisant le modèle de données de l'OMD (Organisation mondiale des douanes) avec le modèle CCL. En outre, d'autres mesures envisagées devraient faciliter l'accès à la bibliothèque grâce à des outils faciles à utiliser sur Internet par l'intermédiaire d'un modèle de présentation des normes en ligne, et permettre de contrôler l'évolution des normes ayant une incidence sur la bibliothèque à l'aide d'un registre des normes en ligne. Les systèmes de gestion des normes en ligne deviendront une ressource de base importante pour l'élaboration de modules de renforcement des capacités. On examinera les possibilités de conception d'un système d'aide multilingue afin de mieux répondre aux besoins des États membres, par exemple dans les pays en transition.

28. Une documentation sera établie afin d'élaborer un guide d'application concis expliquant comment les pays en transition et les pays en développement peuvent utiliser cette norme pour harmoniser les données et les documents en vue de leur traitement par un Guichet unique et du commerce transfrontière. En effet, les pays en transition et en développement ont fréquemment demandé aux organismes du système des Nations Unies de participer à des formations concernant l'utilisation de la CCL, par exemple le Groupe directeur sur le commerce électronique de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, qui élabore actuellement un guide de l'utilisateur.

C. Guide d'utilisation des messages XML

29. Un guide d'utilisation pratique concernant l'élaboration de messages XML pour les documents sur support papier ou électronique utilisant des éléments de base et la méthodologie de modélisation du CEFACT-ONU. Un tel module de formation sera particulièrement utile pour les pays d'Asie centrale, notamment pour les aider à réaliser un ensemble intégré de documents sur le commerce, les transports et l'administration sur support papier et électronique. Les pays en transition ont souvent demandé une formation et une assistance en vue de la simplification et de l'automatisation des documents sur support papier lors des manifestations des Nations Unies telles que celles qui se déroulent dans le cadre du Programme d'action d'Almaty pour les pays en développement sans littoral (de nombreux pays en transition sont enclavés).

30. Différents modules seraient alors regroupés en programmes, afin d'apporter un appui aux activités de renforcement des capacités en matière d'encadrement de haut niveau et de renforcement des capacités techniques, telles que décrites ci-dessous.

Programme de renforcement des capacités en matière d'encadrement de haut niveau

Public visé: Les décideurs des organismes gouvernementaux et des entreprises du secteur privé

Ce programme fournit des informations à caractère non technique sur le but et les avantages des résultats concrets que l'on peut attendre des projets CEFACT-ONU. Selon le contenu du projet, il s'agirait en général de notes d'information concises donnant des explications sur une norme ou une recommandation, son utilisation possible, les différents scénarios envisageables, les avantages, les exigences en matière d'application et les aléas

possibles. Des liens vers des informations plus détaillées susceptibles d'intéresser les décideurs seraient également fournis, par exemple sur des projets de vérification concernant l'application et sur les enseignements tirés. Ces documents seront présentés à la session annuelle du CEFACT-ONU, permettant ainsi leur traduction en russe.

Programme de renforcement des capacités techniques

Public visé: Les experts techniques et de la facilitation du commerce qui conçoivent et mettent en œuvre des projets utilisant les normes de facilitation du commerce et du commerce électronique

Ce programme fournit aux experts du domaine concerné des informations sur la norme ou la recommandation sous l'angle de son application. Grâce à ce matériel de formation, l'expert technique acquiert une meilleure compréhension de la norme, ce qui lui permet de gérer l'adaptation et l'application de ladite norme, tout en apportant des informations en retour au CEFACT-ONU. En général, un tel programme comprendrait (en fonction notamment des fonds disponibles) les éléments suivants: des lignes directrices sur la mise en application des instruments; des exemples annotés; des références à des exemples d'application; une formation en ligne.

VI. Besoins prioritaires et liste d'experts du CEFACT-ONU

31. Pour les normes et les recommandations existantes, l'élaboration de modules et de programmes de renforcement des capacités devra être une priorité. En particulier, le plan par étapes détaillé en vue de la mise en œuvre de la stratégie proposée devra prendre en considération les besoins des pays en développement et des pays en transition.

32. Il est prévu de fournir gratuitement les programmes aux utilisateurs potentiels. On envisage maintenant l'utilisation d'une licence libre appropriée. Les organisations nationales et les établissements éducatifs, en particulier dans les pays en transition, tels que les chambres de commerce, les écoles de commerce et les entreprises du secteur privé seront activement encouragés à améliorer et compléter le matériel de formation et à diffuser des informations à ce sujet. Le secrétariat mettra tout en œuvre pour appuyer l'harmonisation de ces évolutions, en aidant à surmonter les restrictions imposées par la langue et la distance, qui sont fréquentes dans les pays en transition, ainsi que le manque de financement pour les activités de renforcement des capacités, dans la région, consacrées aux instruments du CEFACT-ONU.

33. La force et la base des ressources du CEFACT-ONU résident dans le travail des experts bénévoles qui élaborent ses normes et ses outils. Étant la première source de connaissances sur les instruments de pointe en matière de commerce électronique et de facilitation du commerce qu'ils élaborent, ces experts sont bien placés pour apporter un appui direct à leur application dans les pays en transition. Ils pourraient également être de bons candidats pour dispenser les programmes de renforcement des capacités.

34. Le secrétariat invitera le CEFACT-ONU à désigner des groupes d'experts qui seront inscrits dans une liste des personnes qui, sur une base volontaire, pourraient fournir un appui à l'application des instruments dans les pays en transition. Le secrétariat établira et tiendra à jour cette liste, et mettra en contact les personnes effectuant une demande avec les experts bénévoles.

35. Pour certains modules et programmes spécifiques, ces experts pourraient étayer le contenu des programmes, le secrétariat prenant la responsabilité d'en assurer la fourniture

en mettant en contact les experts intéressés des pays en transition, en fournissant des liens de communication sur Internet entre les experts et les exécutants, tels que des services gratuits de téléphonie et de vidéo des Nations Unies et des liens directs entre ordinateurs (WebEx). En outre, la CEE pourrait fournir au groupe de travail compétent du CEFACT-ONU une plate-forme libre d'apprentissage sur Internet pour rendre plus accessible le matériel de formation.

VII. Domaines possibles de renforcement des capacités financé par des fonds extrabudgétaires

36. Il n'y a pas actuellement de ressources extrabudgétaires disponibles pour appuyer cette stratégie de renforcement des capacités à l'aide du fonds d'affectation spéciale du CEFACT-ONU. Si ces ressources devenaient disponibles pour le renforcement des capacités, elles pourraient être utilisées de diverses façons pour élaborer des modules, des programmes et des outils connexes importants envisagés. En outre, on étudierait également la possibilité d'utiliser les services de spécialistes de l'apprentissage sur Internet. Deux ressources importantes dans ce domaine sont:

a) La coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). L'UNITAR est un organisme spécialisé compétent dans le domaine du renforcement des capacités. Il coopère avec la CNUCED et dispense un large programme de formation sur le commerce et la finance destiné aux pays en transition. La coopération avec l'UNITAR nécessite des fonds extrabudgétaires pour l'élaboration des programmes de formation que l'UNITAR pourrait alors administrer;

b) La mise en place d'une plate-forme libre d'apprentissage sur Internet afin de diffuser plus largement les modules du CEFACT-ONU. Cette plate-forme pourrait être élaborée par la CEE en collaboration avec une organisation d'un pays en transition. Des ressources extrabudgétaires pourraient être utilisées pour adapter les modules du CEFACT-ONU à la plate-forme d'apprentissage, fournir une traduction en langue russe et d'autres langues nationales, et apporter un appui à des ateliers virtuels sur Internet.

VIII. Comment les pays en transition en bénéficieront

37. Le plan de renforcement des capacités du CEFACT-ONU devrait apporter une amélioration significative à l'appui de l'application de ces normes dans les pays en transition.

38. La liste d'experts proposée aux pays en transition leur apportera un appui de base personnalisé pour l'application des instruments. Pour les pays en transition, la disponibilité d'informations facilement accessibles et l'accès aux experts constitueraient déjà un grand progrès par rapport aux arrangements actuels. Cette information sera en outre fournie dans un format pouvant être amélioré et adapté par des experts locaux en vue de leur diffusion dans les pays en transition.

39. D'autres mesures spécifiques à l'appui de la diffusion des modules de renforcement des capacités du CEFACT-ONU dans les pays en transition comprennent notamment:

a) La traduction en russe des modules de renforcement des capacités. Cela peut être fait soit par la CEE seule, soit en collaboration avec des instituts des pays en transition;

b) L'intégration des modules de renforcement des capacités du CEFACT-ONU aux projets de coopération technique mis en œuvre par le système des Nations Unies ainsi que d'autres organisations multilatérales, les donateurs bilatéraux et les organisations

nationales. Cela constituerait une bonne occasion d'appliquer les recommandations et les normes du CEFACT-ONU dans les pays en transition;

c) Une diffusion complémentaire des informations sur les instruments par les institutions locales dans les pays en transition. La CEE pourrait établir des contacts avec des organisations des pays en transition telles que les chambres de commerce, les universités et les instituts de formation. Ces institutions pourraient contribuer utilement à la diffusion de l'information. Cela permettrait également de veiller à ce que les activités de renforcement des capacités soient réalisées là où il existe une demande et dans le format le mieux adapté aux besoins locaux.

IX. Prochaines étapes

40. Les conditions nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie proposée étant en place, le Bureau et le secrétariat peuvent maintenant prendre activement leurs responsabilités respectives, le secrétariat ayant pour rôle clef de réaliser par étapes le plan et les activités de renforcement des capacités nécessaires.

41. Les tâches concrètes seront notamment les suivantes:

a) Mener des consultations au sein du CEFACT-ONU et en dehors de celui-ci en vue de faire mieux comprendre la stratégie proposée et de créer des possibilités de collaboration en évitant les doubles emplois;

b) Établir un groupe restreint d'États membres, associant notamment des pays en transition, souhaitant participer à la mise en œuvre de la stratégie;

c) Recenser les prestations prioritaires, plus particulièrement les modules, programmes, activités d'appui et systèmes sur Internet, associées aux normes, recommandations et techniques de formation du CEFACT-ONU;

d) Faire effectuer par le Bureau et le secrétariat une évaluation et une planification des ressources (mettant en évidence les besoins de financements extrabudgétaires) ainsi que le suivi et la sensibilisation;

e) Rendre compte des faits nouveaux à la Plénière, en novembre, et au Comité exécutif de la CEE en décembre.
